



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

Direction des politiques économique et internationale Sous-direction des cultures et des productions végétales Suivi par : Cécile BIGOT Tél : 01 49 55 45 55 Fax : 01 49 55 45 96 OU 50 75 Réf. Interne : inondations décembre 2003 Réf. Classement :	CIRCULAIRE DPEI/SPM/SDCPV/C2004-4023 Date : 23 Mars 2004
--	---

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la
pêche et des affaires rurales
à

Messieurs les Préfets des régions
Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées,
Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur
Mesdames et Messieurs les Préfets
de l'Aveyron, la Drôme, l'Hérault,
le Vaucluse, le Gard, les Bouches du Rhône,

📎 Nombre d'annexes :

Objet : aide au redémarrage des exploitations victimes des intempéries intervenues début décembre 2003

Résumé : cette circulaire définit le contenu de la mesure " aide au redémarrage des exploitations " annoncée par le ministre dans le cadre des mesures en faveur des victimes des graves inondations intervenues début décembre 2003. Elle en précise les modalités et conditions d'attribution.

MOTS-CLES : INONDATION 2003 – REDEMARRAGE

Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec : ONIVINS – 232 rue de Rivoli - 75001 PARIS - Tél. 01 42 86 32 00

Pour exécution :

M. le DPEI

Mmes et MM. les Préfets des régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, PACA, Rhône-Alpes
MM. Les Préfets des départements de l'Hérault, Gard, Vaucluse, Drôme, Bouches du Rhône, Aveyron
M. les DRAF de Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, PACA, Rhône-Alpes
Mmes et MM. les DDAF de l'Aveyron, Hérault, Gard, Vaucluse, Drôme, Bouches du Rhône

M. le Directeur de l'ONIVINS

Pour information :

DGA
DGAL
DAF
DGFAR
Le Président du COPERCI
MM. les directeurs d'offices

Cette mesure s'inscrit dans le cadre du plan d'urgence décidé par le gouvernement afin de venir en aide aux exploitants ayant subi de graves dommages consécutifs aux inondations de début décembre 2003 survenues dans les départements de l'Aveyron, la Drôme, l'Hérault, le Vaucluse, le Gard et les Bouches du Rhône .

Les exploitants agricoles, situés dans les zones reconnues sinistrées par ces inondations au titre des calamités agricoles par arrêté interministériel du 1er mars 2004, ayant enregistré des pertes de récolte et/ou de fonds, qui souhaitent bénéficier de cette mesure, devront pour ce faire joindre leur demande d'aide au redémarrage à leur formulaire d'indemnisation par le régime des calamités agricoles. Ils devront déposer l'ensemble en mairie (pour transmission à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) du département du siège de leur exploitation) au plus tard un mois après la date de publication de l'arrêté interministériel précité en mairie (délai réglementaire de dépôt des dossiers individuels de calamités agricoles).

La mesure est ouverte aux exploitants sinistrés qu'ils soient éligibles ou non pour les dommages en cause, à une indemnisation par la procédure des calamités agricoles. Elle n'a toutefois pas pour objet de compenser, pour ces derniers, la non perception d'indemnités au titre des calamités agricoles et/ou des assurances.

Il appartient aux DDAF, de vérifier également que le total des différentes aides publiques versées à chaque exploitant sinistré n'excède pas le montant des pertes subies.

Les aides à prendre compte pour cette vérification sont, outre la présente aide au redémarrage, les prises en charge éventuelles d'intérêts (FAC) spécifiquement consenties pour ce sinistre, l'indemnisation des dommages par le FNGCA, la subvention équivalente des prêts calamités octroyés pour ce sinistre et toute aide de même nature des collectivités territoriales.

Le montant des crédits réservés à ce dispositif et alloué à chaque département sera notifié dans les prochains jours. Il appartiendra à chaque DDAF de vérifier que le total des aides accordées n'excède pas l'enveloppe attribuée à son département.

1. Montant de l'aide et modulation

L'aide sera versée aux bénéficiaires sous forme d'une aide au redémarrage de l'exploitation.

Seuls sont éligibles à cette aide, les exploitants immatriculés à la Mutualité Sociale Agricole.

Le montant de l'aide pourra atteindre un montant maximum de 10 000 euros par exploitation. Ce montant maximum pourra être relevé de 2000 € pour les jeunes agriculteurs, soit au titre de la présente circulaire, un agriculteur de moins de 40 ans, installés depuis moins de 10 ans à la date du sinistre. Dans le cas de GAEC, le plafond d'aide est multiplié par le nombre d'exploitations regroupées dans le GAEC dans la limite de trois exploitations.

Dans le respect de ce plafond, une modulation de l'aide pourra intervenir en fonction des difficultés rencontrées par chaque exploitation, elle sera définie sur la base de l'examen des situations individuelles en CDOA et pourra donner lieu à l'application d'une grille type.

Dans des situations particulières dont il vous appartient de mesurer la gravité et notamment pour les exploitations ayant connu des pertes lourdes et répétées ou devant réaliser d'importants investissements pour retrouver un fonctionnement normal suite aux pertes de fonds et aux dommages causés aux installations par les inondations, l'aide pourra être supérieure au montant maximum précité. En tout état de cause, l'enveloppe départementale ne devra pas être dépassée.

Pour la détermination du montant de l'aide individuelle, seront pris en compte, notamment, le produit brut de l'exploitation, l'importance des pertes subies et des travaux de remise en état à effectuer, la durée du retour à un fonctionnement normal de l'exploitation et le cas échéant les pertes d'exploitation afférentes, ainsi que les différentes aides versées par ailleurs.

Dans la limite de 2000 € que vous pourrez relever le cas échéant de 500 € pour les jeunes agriculteurs et sur base du dossier remis en DDAF, une avance pourra être accordée aux agriculteurs ayant subi des pertes de fonds et/ou de récoltes dûment constatées ainsi qu'aux éleveurs ayant subi des pertes de bétail, en tenant compte notamment du produit brut de l'exploitation et du niveau des pertes.

Vous veillerez à ce que les conditions de modulation du montant de l'aide individuelle soient cohérentes pour l'ensemble des départements touchés par les intempéries.

2. Conditions de versement

Chaque DDAF concernée est chargée de centraliser et d'instruire les demandes et d'établir une liste des dossiers à payer pour son département.

Cette liste sera transmise à l'ONIVINS, chargé d'effectuer le paiement des aides figurant sur la liste pour le compte de l'Etat, selon des modalités définies par convention entre le ministère chargé de l'agriculture et l'office.

3. Modalités de transmission des données

Les DDAF transmettent à l'ONIVINS les listes à payer sous forme de documents papier visés par le DDAF et de fichiers informatiques sur support "tableur" simple selon le modèle de fichier informatique qui sera transmis par l'ONIVINS à chaque DDAF, accompagnée d'un RIB original pour chaque dossier.

Cette liste comprend le nom et l'adresse des exploitants bénéficiaires, la mention éventuelle de la qualité de « jeune agriculteur » et dans le cas de GAEC, le nombre d'exploitations regroupées dans le GAEC, les coordonnées des comptes bancaires à créditer, le montant des aides attribuées et la mention du type de versement (avance, solde ou aide directe).

Les listes pourront être adressées au fur et à mesure de l'instruction des dossiers sans attendre qu'ils aient tous été traités et la date limite de transmission des dossiers à l'ONIVINS est fixée au 15 novembre 2004.

Les DDAF transmettront dès que possible les premières listes d'exploitants bénéficiaires de l'avance.

Au terme de chaque phase de paiement, l'ONIVINS communiquera aux DDAF, à chacune des DDAF ainsi qu'au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales (DPEI /SPM et DAF/SDFA), le nombre de dossiers payés et le montant total des aides versées pour chaque département.

A la demande de l'ONIVINS, les DDAF communiqueront les dossiers complets de demande d'aide et toutes pièces nécessaires aux vérifications.

4. Contrôles et sanctions

Les dossiers instruits devront être conservés pendant une durée de trois années au siège de la DDAF.

Outre les contrôles a priori effectués lors de l'instruction des dossiers, des contrôles a posteriori devront être diligentés par chaque DDAF sur un échantillon représentatif ne pouvant être inférieur à 5 % des dossiers ayant fait l'objet d'un paiement. Ces contrôles porteront, notamment, sur les

différents critères d'éligibilité des bénéficiaires. A cette fin, les exploitants se seront engagés, lors du dépôt de leur demande d'aide, à accepter ce contrôle éventuel et à communiquer tout justificatif complémentaire qui lui serait demandé.

Ces aides directes, qui peuvent par ailleurs faire l'objet de contrôles par les corps de contrôle de l'Etat chargés de vérifier l'affectation des aides publiques, feront l'objet d'une mise en recouvrement par l'ONIVINS à la demande des DDAF et sur la base des éléments transmis par celles-ci lorsqu'il aura été établi qu'elles ont été versées dans des conditions non conformes.

Vous voudrez bien me tenir informé de toute difficulté rencontrée lors de la mise en œuvre de cette circulaire.

Hervé GAYMARD